

Le code forestier mis en cause dans les incendies en Russie

par Gleb Bryanski

MOSCOU (Reuters) - Une réforme du droit forestier imposée par Vladimir Poutine en 2006 est en grande partie responsable de la désorganisation des moyens de lutte contre les incendies qui ravagent la Russie, estiment des écologistes et des responsables politiques d'opposition.

Plus de 40 personnes ont trouvé la mort et 2.000 familles ont perdu leur logement dans les feux qui dévorent la forêt russe alors que le pays connaît sa pire vague de chaleur depuis des décennies.

Le gouvernement a décrété l'état d'urgence dans sept provinces afin de contrôler une situation qui mobilise 155.000 personnes à travers le pays.

Selon le ministre des Situations d'urgence, Sergueï Choïgou, 360 villages ont été protégés de l'avancée des flammes au cours des dernières 24 heures, mais déjà des questions se posent sur le manque d'efficacité des secours.

Plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer l'adoption précipitée par la Douma (la chambre basse du parlement) d'un nouveau code du droit forestier en 2006 à la demande du président d'alors, Vladimir Poutine.

Cette réforme a mis fin au système centralisé de la protection des forêts russes qui couvrent 809 millions d'hectares, soit deux fois la taille de l'Union européenne. L'oxygène produit par cette immensité boisée est considérée comme cruciale pour la maîtrise des changements climatiques de la planète.

"Les forêts russes n'ont jamais connu un désordre comme celui d'aujourd'hui", estime Guennadi Goudkov, député du parti Russie juste qui faisait partie des 102 parlementaires qui avaient adressé une lettre ouverte demandant à Poutine de reporter la réforme de 2006.

"Dans notre parlement, tout est fait à la va-vite. Si le gouvernement veut faire passer quelque chose, il n'y a aucun moyen de l'en empêcher", ajoute-t-il.

"FAIRE DE L'ARGENT"

Entré en vigueur en 2007, le nouveau code forestier a transféré la responsabilité de la protection des forêts aux autorités régionales.

Pour les spécialistes de l'environnement, cette législation a renforcé la bureaucratie et a surtout permis à certains milieux d'affaires d'exploiter la forêt pour en tirer rapidement des bénéfices.

"Cette loi est bonne pour les grandes entreprises jouissant de relations avec les autorités car elle leur permet d'abattre rapidement des arbres, de faire de l'argent et ensuite de se retirer", explique Alexei Iarochenko de Greenpeace Russie.

Le nouveau code a entraîné la suppression de 70.000 gardes forestiers qui remplissaient une mission de surveillance et de protection des arbres, ainsi que d'alerte en cas d'incendie. Il a en outre facilité le reclassement des terres forestières en terrains de construction lucratifs, ajoute Iarochenko.

Sous la présidence de Vladimir Poutine, de 2000 à 2008, son parti, Russie unie, a développé une stratégie d'exploitation de la forêt identique à celle qui prévaut pour les gisements pétrolier et gazier, qui sont les plus importants du monde.

Cette orientation a largement profité au groupe Ilim qui fut l'un des acteurs les plus influents dans l'adoption du nouveau code. Le président Dmitri Medvedev, qui a succédé à Poutine, a travaillé comme chef du département juridique d'Ilim, activité qui n'est pas mentionnée dans sa biographie officielle.

"Il y a des excès dans le nouveau code", reconnaît Dmitri Tchouiko, conseiller de la direction d'Ilim. "L'expérience a montré qu'un système centralisé de protection contre les incendies est plus efficace".

"Dans son ensemble le code nous est favorable. Il protège les intérêts des grands exploitants de la forêt", admet-il.

Les intérêt économiques en jeu ont des ramifications internationales puisque l'Américain International Paper, premier producteur mondial de pâte à papier et de papier, possède 50% des parts d'Ilim.

Un responsable à l'Office national des forêts, l'autorité de tutelle, a indiqué que les questions juridiques seraient examinées une fois les incendies éteints.

Pierre Sérissier pour le service français, édité par Gilles Trequesser

(c) Copyright Thomson Reuters 2010. Check for restrictions at:
<http://about.reuters.com/fulllegal.asp>